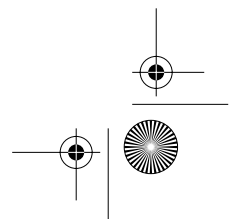
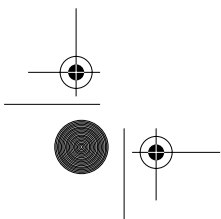
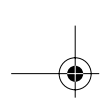


Préambule

§ 1 – Il y a plusieurs décennies que la question du religieux pose de sérieux problèmes aux discours des sciences humaines, à l'anthropologie, à la sociologie, mais aussi à la philosophie ou à la théologie. C'est à la fois un objet parmi d'autres, l'objet de disciplines, et une question hybride, ambiguë, équivoque. À vrai dire, on ne sait plus très bien où situer et comment décrire son horizon de sens. On peut certes analyser des religions primitives, antiques ou mortes, mais lorsqu'il s'agit d'en définir la notion ou l'essence, c'est toujours à l'endroit d'un certain christianisme que les discours trébuchent sur leurs propres limites. L'ambiguïté est ouverte et n'aura cessé de se manifester. D'un côté, une discipline ne définira la notion de religieux comme une catégorie abstraite et commune à toutes les religions qu'à pouvoir se libérer de toute institution religieuse, de tout présumé, donc de toute autorité, de toute croyance et de tout dogme. D'un autre côté, les sciences humaines et l'anthropologie n'auraient jamais pu développer une analyse objective du phénomène religieux si le christianisme, depuis la crise sociale du XVI^e siècle, n'avait pas déjà lui-même élaboré une critique virulente de toute institution religieuse, non seulement des « religions étrangères », mais aussi et surtout de son propre clergé, de son Église.

Mais quel est le statut du religieux en modernité ? Et surtout, quel rôle le christianisme a-t-il joué dans la définition moderne du phénomène religieux, donc dans le discours des sciences humaines ? J'avancerai une double hypothèse. Premièrement, l'institution religieuse chrétienne, en modernité, se retire de la société

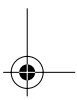
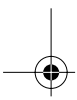
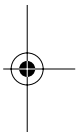
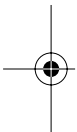


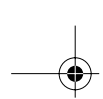


Superstition

de la même manière que le christianisme naissant s'est démarqué des autres religions, juive et païenne. Ce qui veut dire que le retrait du religieux, dans nos sociétés modernes, relève encore de la *logique institutionnelle* par laquelle le christianisme aura pris possession et converti les religions juive et païenne. Deuxièmement, la séparation radicale établie par le christianisme entre les institutions – divine et humaine –, entre les pouvoirs – de l'Église et de l'État –, se fonde sur l'opposition entre religion et superstition, entre un vrai culte « en esprit », « en vérité », et un faux culte, offert aux idoles et aux démons. En d'autres termes, ce qui permet au religieux de se retirer du politique, de perdre toute autorité politique, donc au politique de se libérer du religieux, pour s'affirmer dans son autonomie ou pour s'auto-instaurer, pour instaurer une société laïque, civile, une démocratie d'État, c'est l'opposition entre la religion et la superstition. Or, dans le discours anthropologique, cette opposition ne relève plus d'une autorité religieuse ou d'un discours apologétique, mais de la seule « nature humaine », des structures psychiques et sociales de la subjectivité. Et bien que cette opposition se soit déplacée de l'institution symbolique à la constitution subjective, elle semble toujours déterminer la définition scientifique et objective du phénomène religieux, la « limiter », dira Durkheim. Cette limite représenterait à elle seule ce qui lie et distingue à la fois le discours apologétique du christianisme et le discours anthropologique des sciences humaines, donc le statut même du christianisme en modernité.

Toute l'histoire de la modernité pourrait se lire dans ce déplacement discursif de l'opposition entre l'apologétique et l'anthropologique, entre l'autorité religieuse et la constitution subjective. Mais c'est surtout la question du christianisme qui se joue ici. En tout cas d'un certain christianisme, d'un certain destin du christianisme, pour ne pas dire d'une essence du christianisme. À vrai dire, on pourrait croire que cette question en appelle une autre. Qu'en est-il du religieux dans nos sociétés laïques et sécularisées ? C'est toute l'ambiguïté d'une définition du religieux en terre de chrétienté. Et devant cette ambiguïté, on peut ouvrir un double horizon d'analyse. D'un côté, il s'agira de penser le christianisme à la fois comme la religion qui se retire progressivement de la

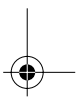
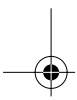
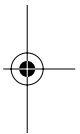




Préambule

société et comme la religion qui aura rendu possible un tel retrait en modernité. En d'autres termes, le retrait du christianisme, dans nos sociétés modernes, relève encore du christianisme. Mais, d'un autre côté, il faudra surtout s'interroger sur les « conséquences » à la fois politiques et religieuses d'un tel retrait. La question ne consiste plus seulement à définir ce qu'il en est des restes ou des « dépouilles » du christianisme dans les sociétés laïques, de sa survie sous forme de sectes, de communautés ou de croyances personnelles ; ni non plus d'ailleurs à s'interroger sur le transfert de sens, la sécularisation entre des valeurs théologiques et des valeurs politiques.

Le problème me semble plus radical. Il s'agirait en somme de *prendre la mesure* de l'institution du christianisme comme *vera religio*, donc de comprendre la laïcité ou la sécularité des sociétés modernes *en fonction* de ce qui s'est institué du christianisme comme accomplissement ou « récapitulation » des autres religions, juive et païenne. Désormais ce n'est plus seulement, ou plus directement, la religion (chrétienne) qui se retire de la société, ou le religieux du politique, mais c'est d'abord et avant tout la société qui *investit institutionnellement* ce que le christianisme aura accompli des autres religions. La religion chrétienne se dira *vera religio* en ce sens qu'elle ne se fonde plus sur une institution sociale, humaine ou symbolique, donc sur des rites, des cultes, des croyances et des mythes, mais qu'elle *institue elle-même* ce qui fonde le sens et l'autorité de toute institution. Elle s'institue comme le fondement même de toute institution symbolique et sociale. C'est la distinction proprement chrétienne entre institution divine et institution humaine. L'institution divine, comme *vera religio*, est une institution sans institution, un culte sans culte, un rite sans rite, mais qui fonde néanmoins, ou plutôt par là même, l'autorité de toute institution humaine et sociale. Ce fondement, c'est l'événement christique de l'incarnation, où s'institue une relation personnelle, inconditionnelle, universelle, entre l'homme et Dieu. En somme, dans l'institution divine, c'est Dieu qui s'institue lui-même pour fonder l'autorité de toute institution, pour en rendre raison, donc pour donner un sens aux différents systèmes symboliques qui composent la société.

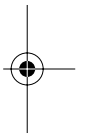




Superstition

§ 2 – Pour nous, Modernes, questionner ce fondement, soumettre l'autorité ou la légitimité de nos institutions à l'analyse critique, au regard subversif du soupçon, aura toujours consisté finalement, mais aussi paradoxalement, à lier cette critique à la crise des institutions du christianisme. Et je dirai que si ce constat est vrai, cette vérité est trompeuse. Le christianisme s'est institué *en crise*, ou *comme crise* de l'institution. Il se sera institué *vera religio*, en fondant institutionnellement la séparation du religieux et du politique, la Cité de Dieu et la Cité de César. Mais ce que le christianisme aura surtout établi, par cette institution de crise, ou de la crise, c'est l'hétérogénéité du fondement de toute institution. Les religions – juive et païenne – auxquelles « se réfère » conflictuellement le christianisme, représentent autant de systèmes symboliques organisés et cohérents, un ensemble ordonné de pratiques sociales, de rites et de mythes. Mais ce qui donne un *sens* à ces institutions, un pouvoir symbolique, une force collective, une identité commune, une terre, une génération, un peuple, donc une autorité sociale, *se fonde* sur autre chose que l'institution elle-même, sa constitution, son maintien ou son appartenance. Bien qu'il lui soit inhérent, ce fondement est extérieur à toute pratique sociale, il n'est ni public ni privé, mais public et privé tout à la fois. *À la fois*, c'est le mot. Le fondement de l'autorité de toute institution est *à la fois* au fond de mon cœur, *sinus cordis*, « plus intime à moi-même que moi-même », dira Augustin, et dans une extériorité extrême, « tout autre », une altérité radicale, irréductible, incommensurable.

Et ce qu'il y a de spécifique au christianisme, ce n'est pas seulement d'avoir thématiqué, problématisé ce fondement, tout autre au fond de moi, mais de l'avoir institué comme fondement, donc d'avoir établi institutionnellement une séparation entre les institutions, divine et humaine, entre religion et société, par conséquent. Et c'est là qu'il faut parler de crise, d'une *crise de l'institution* autant que d'une *institution de la crise*. Nous le verrons, dans l'Empire romain, le conflit entre religion et société est déjà présent, mais sous une forme implicite et latente. C'est un conflit que l'autorité politique veut réduire, pour maintenir l'ordre et l'équilibre de la Cité. Or, le christianisme va investir ce conflit, l'ériger



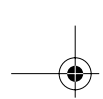


Préambule

en crise de la société, pour manifester et pour réaliser institutionnellement les fondements de son autorité. C'est l'ouverture d'une longue histoire, peut-être de l'histoire elle-même. En tout cas, c'est l'histoire d'un *compromis* d'institutions. D'une guerre aussi, d'une violence sans mesure entre la religion chrétienne et les « autres religions », entre l'Église et l'État, mais aussi à l'intérieur même de l'Église. Apparemment, dans ce long compromis, le christianisme aurait perdu son autorité religieuse, donc tout pouvoir et toute capacité de légitimation sociale. En d'autres termes, il aurait lui-même produit les conditions de son retrait et de sa disparition.

Or, cette hypothèse séduisante, propre à la modernité, ne voit dans cette crise religieuse et sociale qu'un défaut, qu'une perte, qu'un échec, devant la montée progressive et triomphante des rationalités. En ce sens, la modernité ignore – et sans doute pour des raisons constitutives de la représentation même de son autonomie – que le christianisme a non seulement produit une crise de l'institution, dont il aurait été la victime, mais qu'il s'est surtout défini lui-même comme l'institution de cette crise. La religion chrétienne *institue* une crise de l'institution. Elle *s'institue en crise*. Et c'est là qu'il faut reposer la question et repenser le statut du christianisme en modernité. En instituant cette crise, le christianisme ne va pas *finalement* disparaître de la société, laissant derrière lui quelques traces ou fantômes, quelques valeurs à séculariser. Désormais, le christianisme « disparaîtra » *à mesure* que les institutions se « désinstitueront ». L'institution de la religion chrétienne représente une autodésinstitution de toute institution sociale. L'équivalence est rationnelle, proportionnelle, mesurable. Le retrait du christianisme dans nos sociétés modernes *coïncide et correspond* au mouvement de désinstitution des systèmes symboliques de la société. Et toute la question va consister non seulement à définir les mécanismes institutionnels de cette désinstitution du sens collectif, mais encore et surtout à comprendre sous quelles formes, ou sous quelles forces, ce qui se désinstitutionne du sens aura pu se réinstituer en nouvelles religions, en « religions de l'avenir ».

On parlera aujourd'hui de croyances personnelles, de religions individuelles, « que l'individu institue pour lui-même et célèbre pour lui seul », dira Durkheim. Mais ce qui s'institue par là, en



Superstition

solitude, en silence, en secret, c'est ce qui aura été désinstitué de toute institution sociale, c'est ce qui se sera désinstitué de tout système symbolique, de tout univers de sens, de toute collectivité, de toute communauté, de toute société. Il y aurait de l'institution divine dans ce secret que l'individu institue pour lui-même. Institution secrète, au-delà et à la fois en deçà du public et du privé, du collectif et du particulier. *Institution de la religion chrétienne.* Il faudra dire désormais : institution plus du tout chrétienne et à la fois totalement chrétienne. Plus jamais et pour toujours. C'est l'ultime compromis religieux de toute institution, fût-elle des plus rationnelles, des plus laïques et séculières. Institution de crise, aussi, en crise. Déviance, déséquilibre, dissociation, autant de crises dont il faut prendre la mesure. Autant de mouvements qu'il faudra suivre, autant de formes, autant de forces, qu'il s'agira de traquer pour en saisir le sens. Or, se tenir à hauteur de crise, c'est investir de son discours le lieu d'une limite, où la religion aura toujours *à la fois* soudé et divisé la société, lié et délié la cohésion sociale de la Cité. Parler au sommet de la crise, sommé par la crise, c'est discourir au seuil des frontières entre la religion et la superstition.

